

au rassemblement
du 26 novembre place de Verdun

“

Avec la proposition de loi relative à la « sécurité globale », un cran est franchi dans la remise en cause des libertés individuelles et collectives. Ce texte contient des atteintes insupportables à la vie privée, à la liberté de la presse et au droit de manifester.

L'article 24 élargit le fossé entre forces de l'ordre d'une part, et manifestants et journalistes d'autre part. Nous ne voulons pas faire les frais des surenchères sécuritaires auxquelles nous assistons en ce moment, et nous dénonçons bien évidemment l'intervention des forces de l'ordre de lundi soir sur la place de la République à Paris.

Mais il n'y a pas que l'article 24 auquel nous nous opposons : c'est l'ensemble de ce texte qui doit disparaître ! Ni amendable ni négociable ! C'est une des raisons pour lesquelles nous sommes ici rassemblés nombreux. Des dizaines de milliers de citoyens ont déjà manifesté contre ce projet dans tout le pays ces derniers jours. Ce texte liberticide qui vient à la suite d'une série d'ordonnances et décrets tout aussi liberticides poursuit le même objectif : attaquer les droits et libertés de chacun et en particulier les droits des travailleurs à manifester, à revendiquer, à s'organiser.

FO ne peut que constater que le patronat profite de la situation créée par la crise sanitaire et l'état d'urgence pour restructurer et licencier, tout comme le gouvernement en profite pour continuer à détruire le Code du travail et les statuts de la Fonction publique. C'est inacceptable.

Les milliards des fonds publics du plan de relance ne servent qu'à financer un système économique qui a encore démontré récemment les impasses auxquelles il nous conduit : chômage, précarité, et paupérisation massive généralisée, y compris des étudiants et des retraités.

Les « plans de performance collective », l'« activité partielle de longue durée » (APLD), le chômage partiel, les PSE... s'enchaînent sans contreparties ni garanties, que ce soit en termes de salaires, d'emploi ou d'amélioration des conditions de travail.

Aujourd'hui, les salariés de la Mut' à Grenoble étaient massivement mobilisés à l'appel de FO pour les oubliés du Ségur et revendiquer les 183 euros immédiatement et sans contrepartie.

Depuis près d'un an, dans l'unité de leurs syndicats (CGT, FO et CGC), les salariés de FERROPEM en Isère et en Savoie combattent pour sauvegarder tous les emplois.

Les salariés saisonniers de nos stations de montagne revendiquent aussi de pouvoir travailler. Tout comme les salariés des remontées mécaniques. Ils ne veulent pas d'aumône.

Des grèves ont lieu partout pour l'augmentation des salaires et contre les licenciements. Nous ne devons pas les laisser combattre seuls !

La mobilisation est en marche.

Les revendications des salariés ne sont plus confinées. De nouvelles manifestations sont prévues.

Partout réunissons-nous pour construire le rapport de force. »

”